

STATUTS

CAPITAL GAMES
Le cluster francilien du jeu vidéo
Association de loi de 1901

Siège social :
8, passage Brûlon - 75012 Paris

Adresse de correspondance :
C/O Codexa – 28 rue de Caumartin – 75009 Paris

Certifié conforme à l'original
Le Président : Patrick Pligersdorffer
(Consultable sur www.capital-games.org)





Titre 1 : Forme, dénomination, objet, siège, durée

Article 1 : Constitution

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts et ceux qui y adhéreront ultérieurement, une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée et ses textes d'application. Elle est soumise également aux dispositions du décret 95-574 du 5 mai 1995, et les textes subséquents.

Elle a pour dénomination « capital games».

Article 2 : Objet et moyens

L'association a pour objet:

La coordination des moyens et des actions des entreprises du secteur Multimédia et toute action favorisant le secteur de l'industrie multimédia Paris et sa région

Article 3 : Siège

Le siège de l'Association est sis 8, passage Brûlon 75012 Paris.

Article 4 : Durée

La durée de l'Association est illimitée.

Article 5 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier exercice aura une durée de 13 mois, du 4 décembre 2003 au 31 décembre 2004.

Titre 2 : Membres de l'Association

Article 6 : Membres adhérents

• Les membres actifs

Les membres adhérents sont les entreprises liées à la création jeux vidéo tout support, dont le siège social ou l'établissement principal se localise à Paris ou île de France. Chaque entité sera représentée par une personne physique désignée de façon permanente. Toute modification du représentant devra être notifiée au conseil d'administration par lettre recommandée AR et approuvée par le bureau.

Les membres adhérents sont assujettis à une cotisation annuelle, dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale.

Seules les entreprises (personnes morales représentées) ont droit de vote. Elles sont dites membres actifs.

• Les membres consultatifs

Les associations et groupements syndicaux liés au développement et à la production jeu vidéo peuvent être membres adhérents de l'association et ceci quel que soit leur dimension et leur niveau de représentation (local, régional, national et international). Ils n'ont pas droit de vote. Ils sont dits membres consultatifs. Ils ne participent pas aux organes de consultation.

• Article 7 : Les membres bienfaiteurs

La distinction de membre bienfaiteur peut être conférée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau en remerciements d'une contribution particulière.

Toute personne morale devenant membre bienfaiteur de l'Association est tenue de désigner lors de son admission un représentant titulaire. Le Conseil d'Administration doit être prévenu de tout changement éventuel concernant cette désignation. Le représentant doit être habilité à engager le membre bienfaiteur.

Les membres bienfaiteurs ne disposent pas du droit de vote et ne peuvent pas participer aux organes de direction

Article 8 : Agrément des nouveaux membres

L'instance chargée d'agréer les membres adhérents et bienfaiteurs est le Conseil d'Administration. Cet organe statue sur les demandes d'agrément lors de ses réunions et sa décision n'est ni motivée, ni susceptible de recours.

Article 9 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre adhérent peut se perdre soit par démission, soit par exclusion.

9-1 - Démission

Chaque membre peut librement se retirer de l'Association en notifiant sa décision par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au Conseil d'Administration. Ce retrait, s'il intervient en cours d'année, ne peut donner lieu à une rétrocession de tout ou partie de la cotisation.

9-2 – Exclusion

Tout sociétaire peut être exclu de l'Association sur proposition du Bureau et vote à la majorité relative du Conseil d'Administration.

L'exclusion pourra notamment être prononcée pour les motifs suivants :

- absence de paiement de la cotisation annuelle;
- entrave au bon fonctionnement des instances de l'Association;
- toute infraction, quelle qu'en soit la nature, aux statuts ou au règlement intérieur de l'Association;
- incapacité, dissolution;
- faits de concurrence déloyale à l'encontre de l'Association ;
- Lorsque l'activité principale sort du cadre de l'objet de l'association.
- Porte atteinte à l'image de l'association

Dans tous les cas définis ci-dessus, l'Association continue d'exister entre les autres membres. En cas de réintégration d'un membre, la procédure d'agrément ci-dessus devra être renouvelée.

Titre 3 : Les organes de décision

Article 10 : Le Conseil d'administration

Il est composé d'un collège :

- d'au minimum 5 et au maximum 10 administrateurs représentant les membres adhérents ;

Les administrateurs sont élus à la majorité simple, les 10 candidatures ayant obtenues le plus de suffrages exprimés sont élus.

La durée des fonctions d'administrateur est fixée à 2 exercices. Le renouvellement aura lieu lors de l'Assemblée Générale approuvant les comptes. Toutefois, les premiers membres du Conseil d'Administration sont désignés pour une durée expirant lors de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs, le Conseil devra pourvoir à leur remplacement en procédant à des nominations à titre provisoire parmi les adhérents, si le nombre d'administrateurs est inférieur à 5.

Son rôle est d'arrêter les orientations stratégiques proposées par le Bureau et d'approuver les différents plans d'actions. Il doit soumettre les budgets et les comptes à l'Assemblée générale. Il se prononce sur les rapports d'activité. Le conseil rédige le rapport d'activité.

Il se réunit au moins 3 fois par an. Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents et représentés et le Président a voix prépondérante. Le scrutin est fait à main levée, toutefois à l'initiative du Président, prise au préalable ou sur place, il pourra être à bulletin secret.

Il est convoqué en principe par le Président, par tout moyen (fax ou e-mail et autre) contenant l'ordre du jour, au minimum 8 jours avant la réunion.

Les administrateurs ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil en respectant les conditions suivantes :

- le mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur,
- chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues au cours d'une même séance,
- le mandat doit être écrit (lettre, fax).

Article 11 : Le Bureau

La mission du Bureau est de proposer au conseil d'administration et de mettre en œuvre les orientations, les stratégies et les budgets. Il doit ensuite procéder à l'analyse des projets, du contenu des actions et de suivre les actions menées.

Le Bureau est composé d'un Président, d'un Trésorier, d'un Secrétaire élus parmi et par les membres du Conseil d'administration à la majorité relative des votants.

Ils sont élus pour la durée d'un exercice. Toute vacance définitive de fonction de l'un des membres du Bureau, quelle qu'en soit la cause, donne lieu à désignation d'un remplaçant par le Conseil d'Administration, dans les 30 jours suivants la constatation de la vacance. La durée du mandat du remplaçant est égale à celle restant à courir du mandat du membre ainsi remplacé.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix et le Président a voix prépondérante. Les membres du Bureau n'ont pas la faculté de se faire représenter aux séances du Bureau.

La fréquence de réunion du Bureau est fixée à une réunion tous les deux mois. Il est convoqué en principe par le Président, par fax ou e-mail contenant l'ordre du jour, au minimum 8 jours avant la réunion.

Le conseil d'administration à la majorité absolue peut décider de convoquer une assemblée extraordinaire pour proposer à cette dernière la révocation de tout ou partie du bureau.

11-1 Le Président

D'une manière générale, le Président représente l'Association dans ses rapports avec les tiers.

Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux qui sont expressément attribués par la loi et les présents statuts au Conseil d'Administration.

Il doit soumettre pour accord préalable au Conseil d'Administration les décisions suivantes :

- le recrutement et le licenciement du personnel, de signer les avenants à leurs contrats de travail,
- Les demandes d'emprunts, les nantissements, les prêts accordés par l'association, les dons faits pour l'association à un montant supérieur fixé par le conseil d'administration
- Les investissements supérieurs et plus généralement un engagement d'investissement à un montant fixé par le conseil d'administration
- Les accords de partenariats,

- La prise à bail de locaux,
- Les contentieux avec des tiers.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs mentionnés ci-dessus à un cadre dirigeant, dont les attributions sont fixées par le règlement intérieur.

11-2 Le Trésorier

Le Trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'Association. Il participe à la préparation des budgets et veille à l'application des procédures financières précisées par le règlement intérieur. Il est chargé de l'appel des cotisations. Il procède, sous le contrôle du Conseil d'Administration, au paiement et à la réception de toute somme.

Le Trésorier pilote la procédure de sélection des Commissaires aux comptes, formule un avis sur le montant des honoraires sollicités pour l'exécution des missions de contrôle légal et soumet au Conseil d'administration le résultat de cette sélection. D'une manière générale, il veille au respect des règles garantissant l'indépendance du Commissaire aux comptes.

11-3 Le Secrétaire

Le Secrétaire est responsable de la tenue des registres, des comptes-rendus des réunions et plus généralement des tâches administratives.

Article 12 : Les Assemblées Générales

L'Assemblée Générale réunit tous les membres de l'Association à la date de la réunion. Le nombre de membres n'est pas limité, et chacun d'entre les membres actifs dispose d'une voix.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président et, en cas d'empêchement, par tout membre du Conseil d'Administration délégué à cet effet par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Il est dressé une feuille de présence, émargée par les adhérents présents ou mandatés, contenant les noms et domiciles des adhérents. Cette feuille est certifiée par le Bureau, et communiquée à tout requérant. A cette feuille sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance.

Elle se réunit au moins une fois par an en session ordinaire dans les six mois de la clôture des comptes sur convocation du Président. A défaut, elle peut l'être par les commissaires aux

comptes, par tout moyen, (lettre simple, fax ou e-mail) contenant l'ordre du jour, au minimum 15 jours avant la réunion. L'Assemblée générale ordinaire a pour rôle de voter le budget et d'approuver le rapport d'activité et les comptes proposés par le Conseil.

Le quorum est atteint lorsque 50% des membres sont présents ou représentés. Les décisions en session ordinaire sont prises à la majorité simple, à main levée ou à bulletin secret. Si une première Assemblée ne réunit pas le quorum de validité une seconde convocation sera faite, selon les mêmes modalités, au moins 10 jours à l'avance. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Il ne peut être mis en délibération que les questions portées à l'ordre du jour. Les assemblées réunies sur deuxième convocation conservent l'ordre du jour de la première.

Seule l'Assemblée Générale Extraordinaire est habilitée à modifier les statuts. Elle se prononce à la majorité des deux tiers des droits de vote, en présence de la moitié au moins de ses membres. Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

Tout membre de l'Association ne peut se faire représenter que par un autre membre. Chaque membre de l'Association ne peut représenter qu'un seul autre membre pour une même séance, à l'exception du Président qui peut recevoir un nombre illimité de pouvoirs. Le vote par correspondance est admis.

Titre 4 : Financement, contrôle et patrimoine de l'Association

Article 13 : Le Commissaire aux Comptes

Un Commissaire aux comptes peut être nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire. Il exerce sa mission de contrôle dans les conditions définies par la loi et celles prévues par les normes et règles de sa profession.

Le commissaire, ou son suppléant, est convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à l'Assemblée Générale approuvant les dits comptes. Il peut en outre être convoqué par tout moyen à toute autre réunion du Conseil d'Administration ou Assemblée Générale.

Article 14 : Financement de l'Association

Les ressources de l'Association sont constituées :

- des participations des membres bienfaiteurs,
- des cotisations annuelles de ses membres adhérents,
- des subventions publiques et privées qui pourraient lui être accordées,
- des revenus de biens ou valeurs qu'elle possède ou pourrait être amenée à posséder,
- des dons manuels et des dons des établissements d'utilité publique,
- des produits éventuels des prestations fournies par elle,
- de toute autre ressource favorisant l'objet de l'Association et non interdite par les lois et règlements en vigueur.

Article 15 : Le patrimoine de l'Association

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu'aucun des membres de cette Association, même ceux qui participent à son administration, puissent en être personnellement tenus pour responsable.

Titre 5 : Dissolution, liquidation, et dévolution de l'actif

Article 16 :

L'assemblée générale extraordinaire peut prononcer la dissolution de l'association et ne relève que sa seule compétence. En cas de dissolution, l'Assemblée générale réunie en session extraordinaire, désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu par l'Assemblée générale, conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Titre 6 : Règlement intérieur

Article 17 :

Un règlement intérieur sera établi par le Conseil d'administration et approuvé dans sa première rédaction par la prochaine Assemblée générale. Toute modification ultérieure du règlement intérieur pourra être décidée et apportée par le Bureau.

Fait à Paris, le janvier 2003, en 4 exemplaires.

Statuts adoptés par le Conseil d'Administration du 14 mars 2011.



Patrick Pligersdorffer
Président